

17^{ème} Festival International de Géographie: *Les géographes revisitent les Amériques*

Saint-Dié des Vosges, 28 septembre/01 octobre 2006

Débat : « Le Mexique si loin de Dieu et si près des Etats-Unis », 29 sept. 2006

Le Mexique face aux Etats-Unis : 1906-2006, un siècle de révolutions

par **Jérôme Monnet**, Professeur de l'Université Toulouse-Le Mirail en délégation auprès de l'Institut Français d'Urbanisme de l'Université Paris-8

Introduction : de la peur du nord à la peur du sud ?

« Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des Etats-Unis » : attribuée au dictateur mexicain Porfirio Díaz (1876-1911), cette phrase est toujours répétée un siècle après pour décrire la relation de ce pays avec son voisin du nord. C'est désormais un cliché, vidé de son sens originel, qui sert de cache-misère à la réflexion : il est utilisé aujourd'hui tant dans des discours « de droite » qui occultent les inégalités internes et externes pour défendre la libéralisation économique¹ que dans des discours « de gauche » qui invoquent l'autoritarisme du dictateur pour défendre un point de vue nationaliste².

A l'époque où Porfirio Díaz aurait prononcé cette phrase, la relation du Mexique avec les Etats-Unis était dominée par la menace permanente d'une invasion. Les Mexicains avaient encore un souvenir cuisant de l'instrumentalisation de l'indépendance du Texas par les Etats-Unis en 1836³, de l'occupation de la capitale suivie de l'annexion forcée du Nouveau-Mexique et de la Californie en 1848, et de l'humiliante modification de la frontière en 1854. Ils considéraient alors qu'une intervention militaire était toujours possible, à juste titre puisque l'armée états-unienne occupa le port de Veracruz pendant 7 mois en 1914, puis l'état de Chihuahua pendant 9 mois en 1916-1917, durant les troubles de la révolution.

Mais, un siècle plus tard, plus personne ne craint une invasion militaire du Mexique par les Etats-Unis, et si l'on évoque la « militarisation » de leur frontière commune, c'est à l'inverse pour lutter contre ce que d'aucuns appellent la « reconquista » migratoire⁴. Ce basculement séculaire donne un aperçu de tout ce qui a changé dans les relations entre les deux pays. Parmi les profonds changements que nous ne détaillerons pas ici, il faut mentionner l'évolution culturelle associée au nationalisme révolutionnaire mexicain, qui a forgé une identité hybride devenue une ressource politique et économique. De même, le droit et les relations contractuelles, qui n'avaient quasiment aucune place dans les rapports de force entre les deux pays, grignotent très lentement du terrain. Enfin, alors que l'économie mexicaine était presque exclusivement primaire au début du 20^e siècle, avec un marché intérieur dominé par l'agriculture de subsistance et une économie d'exportation dominée par l'industrie minière, au

¹ Par exemple : Carlos Salinas de Gortari, « Transcript of Commencement address », *The Tech*, Volume 113, Number 29, p.9, June 23, 1993 [<http://www-tech.mit.edu/V113/N29/salinas.29n.html>]

² Par exemple: Jorge Camil, « Tan lejos de Dios... », *La Jornada*, 26 de agosto de 2005 [<http://www.jornada.unam.mx/2005/08/26/026a2pol.php>]

³ En 1823, les EU adoptent la doctrine Monroe, reconnaissent le Mexique comme pays indépendant mais essayent sans succès d'annexer le Texas, dont les colons états-uniens parviennent à proclamer l'indépendance en 1836 puis le rattachement aux EU en 1845 (non seulement pour lutter contre le caractère oppressif et instable du régime mexicain mais aussi pour ne pas appliquer l'abolition de l'esclavage décrétée par le Mexique en 1824).

⁴ Cf. aux Etats-Unis les points de vue des Chicanos (« Is Mexico reconquering Aztlan? » [http://www.aztlan.net/binational_thought.htm]) et de l'extrême-droite «nativiste» sur le « plan » de reconquête (« Is Mexico reconquering U.S. southwest? » [http://www.worldnetdaily.com/news/article.asp?ARTICLE_ID=25920])

début du 21^e siècle les revenus du pays dépendent essentiellement de quatre secteurs de recettes provenant des Etats-Unis et qui n'existaient pas il y a un siècle (le pétrole, le tourisme, les remises des émigrés et les ventes de produits alimentaires ou manufacturés), tandis que l'économie intérieure est majoritairement urbaine et tertiaire.

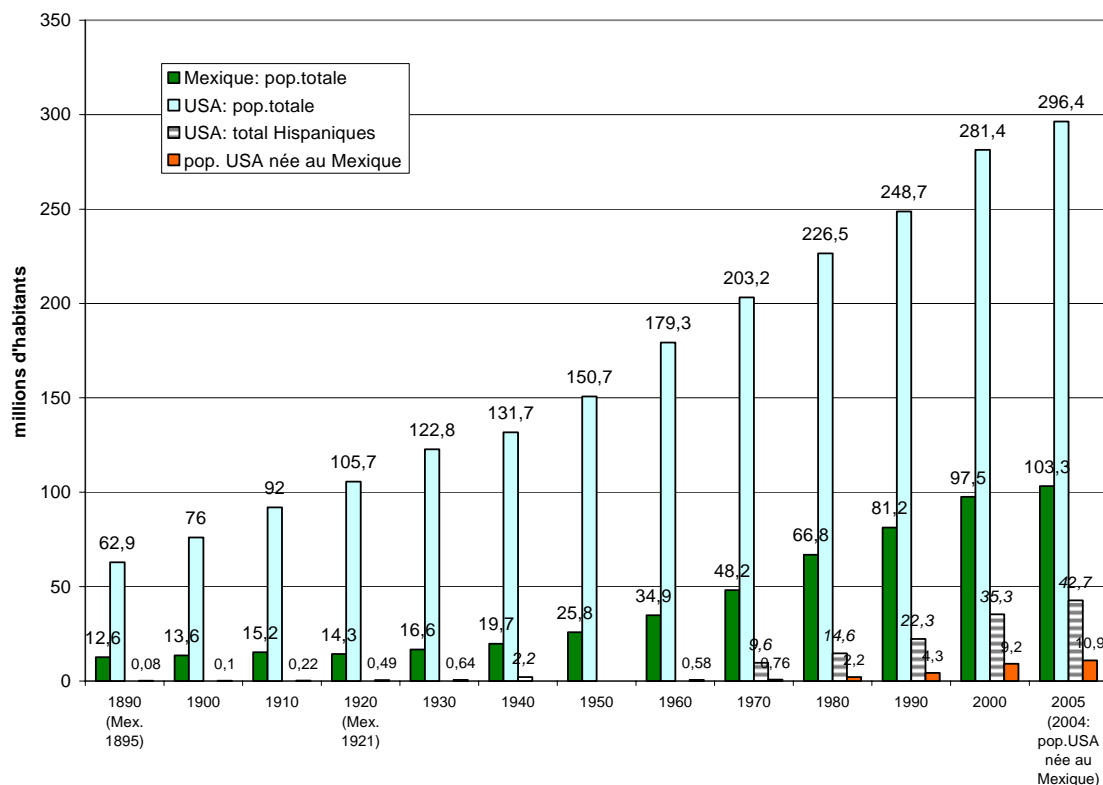
Nous allons nous concentrer sur les mutations des rapports entre les deux pays concernant d'une part la démographie, d'autre part la démocratie.

1. Les révolutions démographiques

De 1906 à 2006, les Etats-Unis et le Mexique ont connu ensemble une forte croissance démographique : ils sont passés d'environ 100 millions à 400 millions d'habitants. En outre, les rapports proportionnels entre les deux pays ont sensiblement évolués, car bien que le nord ait triplé sa population durant le siècle qui vient de s'écouler, le sud a sextuplé la sienne. En 1910, la population du Mexique ne représentait que 16,5% des 92 millions de résidents des Etats-Unis ; en 2005 les 103 millions du premier « pèsent » 35% du second (graphique 1).

Graphique 1 :

Evolution des populations mexicaine, états-unienne et hispanique aux Etats-Unis, 1890-2005



Cela a renversé l'image respective des deux pays : alors que durant le Porfiriato (période du gouvernement de Díaz), le Mexique apparaissait encore comme un pays « vide », qui pouvait être menacé d'une conquête de peuplement venue du nord, il apparaît désormais comme un pays « plein » qui exporte sa population vers les Etats-Unis. En effet, davantage encore que par leur

poids démographique respectif, les rapports entre les deux pays ont été bouleversés par les migrations qui ont marqué le 20^e siècle.

En 1910, la population des Etats-Unis née au Mexique ne compte que 220 000 personnes. Aujourd'hui, cette population représente 11 millions de personnes (un tiers de tous les « *foreign-born* ») et presque 11% de celle du Mexique ; en leur ajoutant les immigrants illégaux, c'est un Mexicain sur six qui se trouve durablement ou temporairement aux Etats-Unis. En y comptant les descendants d'immigrés, la population d'origine mexicaine constitue la moitié des 43 millions de personnes recensées comme « Hispaniques » aux Etats-Unis ; en comptant la population flottante et illégale, environ une personne sur 10 aux Etats-Unis vient directement ou indirectement du Mexique. En effet, tous les chiffres concernant la population mexicaine ou hispanique aux Etats-Unis sous-estiment la réalité pour deux raisons principales :

- a) un très grand nombre d'immigrants illégaux ne sont pas recensés (l'OIS estime que 6 millions de Mexicains forment 60% des immigrants illégaux aux Etats-Unis en 2005) ;
- b) à cause du racisme et des stigmates attachés à ces identifications, un certain nombre des gens recensés ne déclarent pas leur origine mexicaine ou leur ethnicité hispanique.⁵

Cet énorme mouvement de peuplement est abondamment étudié, et il est démontré que les dispositifs juridiques (visas) ou répressifs (murs, patrouilles) ont aussi peu d'impact sur la circulation des migrants que leurs équivalents concernant le trafic de drogues. Les autorités parviennent à rendre la vie plus difficile aux migrants, mais les allers-retours de ceux-ci ne diminuent pas tant que les raisons structurelles des migrations ne changent pas : au départ la misère et l'absence d'opportunités, et à l'arrivée les emplois formels et informels requis par les entreprises et les ménages. En cela il n'y a malheureusement pas eu de révolution au Mexique : l'emploi dans l'agriculture ou dans les régions rurales n'offre à la majorité que des revenus misérables, sans formation et sans protection juridique ou médicale. En 2000, près de 70% des habitants des zones rurales vivaient en dessous du seuil de pauvreté officiel et 42% avaient même des difficultés à se nourrir (en ville les proportions sont respectivement de 44% et 12,6%)⁶.

Pour sortir de l'extrême pauvreté ou accéder aux soins et à l'éducation, il n'y a pas eu d'autre option qu'émigrer : soit vers les villes ayant créé des emplois dans l'industrie ou les services publics et ayant développé une classe moyenne qui soutient le commerce et les services privés, soit vers les Etats-Unis où la demande, formelle et informelle, de travailleurs mexicains est constante et importante, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et les services urbains. Depuis Porfirio Diaz, le Mexique n'a pas réussi à diminuer significativement le différentiel de revenu moyen entre les deux pays (1 à 7 en 2000)⁷. Ainsi, pour échapper à la misère ou à l'oppression (sous les formes du caciquisme, du machisme, du clientélisme), ou bien pour accéder à de nouvelles opportunités, un grand nombre de Mexicains ont entrepris de quitter leur région d'origine et ont contribué à une intense redistribution de la population. En 1910, en moyenne 99% des personnes recensées au Mexique résidaient dans l'état fédéré où elles étaient nées; en 2000, cette proportion tombe à 82% (soit 20 millions qui ne résident pas dans leur état de naissance) ; cette moyenne ne tient pas compte de l'émigration aux Etats-Unis, soit une quinzaine de millions supplémentaires en 2000⁸.

⁵ OIS, *Estimates of the Unauthorized Immigrant Population: 2005*, Washington D.C.: Office of Immigration Statistics, Department of Homeland Security, 2005.

⁶ CONAPO, 2002

[<http://www.conapo.gob.mx/publicaciones/2002/10.pdf#search=%22pobreza%20en%20Mexico%22>]

⁷ PIB/habitant en 2000: 5110 USD au Mexique, 34360 USD aux EUA (INEGI)

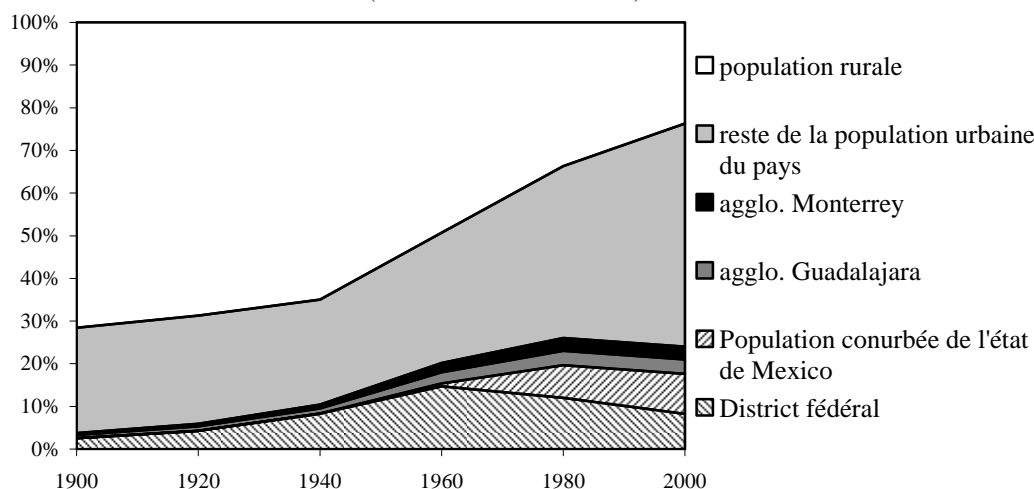
⁸

www.inegi.gob.mx/prod_serv/contenidos/espanol/bvinegi/productos/censos/poblacion/2000/100historia/epobla08.asp?s=est&c=993

Cette redistribution a essentiellement pris la forme, banale dans le monde entier, du basculement de la majorité de la population de la campagne vers la ville : au Mexique, les habitants des agglomérations de plus de 2500 habitants formaient 28% de la population en 1900, 50% en 1960, 75% en 2005. Cette urbanisation a d'abord été dominée par la concentration croissante de population dans l'agglomération capitale, où un Mexicain sur cinq résidait en 1980. La fin du 20^e siècle est marquée par la croissance soutenue des grandes métropoles (Guadalajara, Monterrey) et des villes moyennes et par la diminution relative de la centralisation démographique, corrélée à une véritable décentralisation géopolitique sur laquelle nous reviendrons plus loin (Cf. **Graphique 2**).

Graphique 2:
Distribution de la population au Mexique au 20^{ème} siècle

(J.Monnet 2000/source: INEGI)



Tandis que le processus d'urbanisation du Mexique est relativement banal, il n'en va pas de même avec l'émigration internationale, à cause de son volume et de l'intensité et de la variété des liens qu'elle crée entre les deux pays sur un siècle de durée. Dès le début du 20^e siècle, les compagnies minières états-uniennes installées sur place ou des recruteurs drainent des travailleurs des états du nord du Mexique (Zacatecas, Sonora, etc.) vers les mines du sud des Etats-Unis. Ensuite, ce sont les paysans du centre-ouest du pays (Jalisco, Guanajuato, Michoacan) qui partiront travailler dans l'agriculture, en particulier californienne, souvent dans le cadre d'accords bilatéraux et de partenariats public-privé (comme les différents programmes de type « Bracero » jusqu'aux années 1960). Les deux guerres mondiales, qui ont associé pénurie de main d'œuvre et forte croissance de la production aux Etats-Unis, ont eu un rôle essentiel dans la structuration d'un flux de main d'œuvre mexicaine bon marché destinée à l'économie états-unienne. Depuis les années 1960, c'est dans les villes que l'économie états-unienne (industries et services) offre de plus en plus d'emplois aux immigrés. Du côté mexicain, l'émigration s'est généralisée aux régions côtières et méridionales du Mexique (Veracruz, Puebla, Oaxaca, etc.) depuis les années 1980.

La migration mexicaine aux Etats-Unis représente une révolution démographique différente dans chaque pays. Au Mexique des régions rurales entières connaissent une véritable désertification humaine, avec des villages presque abandonnés et d'autres où ne demeurent plus que des femmes, des enfants et des vieillards. Tandis que de nombreuses campagnes connaissent des flux et reflux saisonniers de main d'œuvre (on va travailler « de l'autre côté » en fonction de besoins financiers ponctuels ou d'offres de travail périodiques, tout en maintenant une activité agricole dans son lieu d'origine), les émigrés « définitifs » reviennent régulièrement, chargés de cadeaux, à l'occasion de fêtes familiales ou villageoises. En même

temps que s'accroît l'intervention extérieure dans l'économie locale (remises, biens de consommation, investissements), la communauté expatriée influe de plus en plus sur la politique dans les municipalités et les états d'origine, en soutenant et orientant des projets d'infrastructures ou de développement⁹.

Toutes les villes frontalières du nord vivent au rythme des migrations pendulaires : les résidents du sud vont travailler voire s'approvisionner au nord (le seul flux inverse est celui d'une poignée de cadres qui résident au nord et travaillent au sud), tandis que les consommateurs du nord vont chercher des biens (alimentation, alcool, médicaments) et des services (réparation, divertissement, etc.) au sud de la frontière.

Aux Etats-Unis, les deux grands états gagnés sur le Mexique au cours du 19^e siècle sont devenus à la fois les plus peuplés du pays tout en étant les plus mexicains : sur 36 millions de Californiens et 22 millions de Texans, respectivement 10 et 7 millions sont originaires du Mexique. A l'échelle des Etats-Unis, les gens d'origine mexicaine ont un rôle important pour rajeunir la population ainsi que pour entretenir l'institution de la famille : leur âge médian est de 25 ans alors que la médiane nationale est de 36 ans ; les couples mariés avec enfants forment 37% des ménages dont un membre est d'origine mexicaine, alors que la moyenne nationale est de 22%. En revanche, ils participent à une relative ségrégation sociale :

- *économiquement*, car ils sont en moyenne plus pauvres que le reste de la société états-unienne et 23,6% de la population d'origine mexicaine vivrait en dessous du seuil de pauvreté¹⁰ ;
- *culturellement*, car 95% des immigrants parlent espagnol à la maison (71,5% ne parlent pas bien anglais) ; cette prévalence de l'espagnol demeure dans l'ensemble de la population recensée comme hispanique (85% parlent espagnol à la maison)¹¹ ;
- *politiquement*, puisque 77% des immigrants nés au Mexique ne bénéficient pas de la citoyenneté et que la participation électorale est faible chez ceux qui sont citoyens des Etats-Unis.

Les conséquences de ces situations sociales sont potentiellement immenses. Tandis que la population hispanique constitue un marché de consommation qui intéresse de plus en plus les entreprises commerciales aux Etats-Unis, son relatif enrichissement par rapport à la population demeurant au Mexique entretient l'attractivité de l'émigration. Alors qu'on a longtemps parlé à son égard d'un « géant endormi »¹², la « communauté » à géométrie variable (Hispanique, Latino, Chicano, Mexicaine-américaine) pèse de plus en plus dans les élections aux Etats-Unis. Par exemple, un « Chicano », Cruz Bustamante, est Lieutenant-Gouverneur de Californie depuis 1999, tandis que Antonio Villaraigosa, fils d'immigrés mexicains, a été élu maire de Los Angeles en 2005 ; ils s'étaient auparavant succédés dans le poste de président du parlement californien. Au Mexique, le vote des résidents à l'étranger est entré en vigueur en 2006 ; dès avant, les candidats aux postes de gouverneur ou de président faisaient discrètement aux Etats-Unis (il est illégal d'avoir une activité politique à l'étranger) des tournées promotionnelles auprès des émigrés.

⁹ FARET, Laurent, *Les territoires de la mobilité. Champ migratoire et espaces transnationaux entre le Mexique et les Etats-Unis*. Université de Toulouse-2 Le Mirail : Thèse de Doctorat de Géographie, 1998, 410 p. ; LANLY, Guillaume, *L'émergence d'une société civile transnationale. La participation au développement local de deux associations de migrants mexicains*, Université Paris-3 Sorbonne Nouvelle : Thèse de Doctorat de Géographie, 2004.

¹⁰ US Census Bureau, 2006: "Cinco de Mayo", *Facts for features special edition*: CB06-FFSE.04 (www.census.gov)

¹¹ GIBSON, Campbell & JUNG, Kay, "Historical Census Statistics On Population Totals By Race, 1790 to 1990, and By Hispanic Origin, 1970 to 1990, For Large Cities And Other Urban Places In The United States", *Population Division Working Paper No. 76*, 2005, Washington, D.C.: U.S. Census Bureau [<http://www.census.gov/population/www/documentation/twps0076.html>]

¹² The Washington Post, April 6, 2006, page A01 : « Immigration Debate Wakes A 'Sleeping Latino Giant' », by N.C. Aizenman [<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/04/05/AR2006040502543.html>]

Cette évolution récente semble n'être qu'un début, dont les conséquences pour les relations entre les Etats-Unis et le Mexique sont encore mal définies et sous-estimées, alors que le Mexique, de son côté, connaît déjà depuis vingt ans de profonds bouleversements politiques.

2. *Les révolutions politiques : de la révolution institutionnelle à la révolution démocratique*

La révolution qui met fin au régime de Porfirio Díaz en 1910, ouvre une période de troubles dont les historiens s'accordent à considérer qu'elle ne s'achève véritablement qu'en 1940. L'actuelle constitution du pays, adoptée en 1917, impose notamment le principe de la non-réélection consécutive ainsi que le non-cumul des mandats électoraux.

Des trois grands partis qui ont dominé la scène politique mexicaine au cours du 20^e siècle, le plus ancien est le **Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI)**, fondé en 1929 sous le nom de Parti National Révolutionnaire avant d'adopter son nom actuel en 1946. Ce parti a gouverné le pays sans discontinuer jusqu'en 2000, dans le cadre d'un régime original de parti hégémonique, mêlant le socialisme, le populisme, le nationalisme, le modernisme et une gestion autoritaire et technocratique de la société. Le dernier né est le **Parti de la Révolution Démocratique (PRD)**, créé en 1989 par des dissidents du PRI qui ont réussi à unifier pour la première fois une grande partie de la gauche mexicaine. Dès 1939 avait été créé le **Parti Action Nationale (PAN)**, fondé en 1939, qui représente la droite démocrate-chrétienne (<http://www.pan.org.mx>)

Dans un régime de parti hégémonique, les élections ne furent longtemps rien d'autre que l'officialisation d'une sélection opérée préalablement à l'intérieur du PRI, par l'intermédiaire du *dedazo* (la désignation des candidats par ceux qui sont en fonction). Le pouvoir a fonctionné de façon pyramidale (*cf.* Octavio Paz) et favorisé les processus de centralisation. La concentration des pouvoirs entre les mains du gouvernement fédéral au détriment des états fédérés et des municipalités a induit la concentration des emplois publics et parapublics dans la capitale, ainsi que celle des infrastructures et équipements collectifs. L'attention privilégiée dont a bénéficié le District fédéral a soutenu son attractivité migratoire jusque dans les années 1980.

La décennie 1980 fut marquée par plusieurs tournants. Tandis que le pays découvrait que sa transition démographique s'achevait et que son urbanisation se généralisait à tout le territoire national, il souffrit aussi trois graves crises qui ébranlèrent le régime « priiste » car elles sapèrent ses bases :

- la crise économique en 1982 (dévaluation catastrophique, hyperinflation, fuite des capitaux, suspension du paiement de la dette) montre son incapacité durable à diriger l'économie au bénéfice de la population, alors que la corruption atteint des sommets ;
- la crise sismique en 1985 (tremblements de terre qui ravagent Mexico) montre son incapacité technique à assurer la sécurité civile, au moment où culmine la représentation de Mexico comme « monstruopole » (*cf.* Monnet 1993) ;
- la crise électorale en 1988 (forte poussée de l'opposition et suspicion de fraude massive aux élections présidentielles) montre son impuissance à gérer en interne les divergences et à représenter efficacement un pays en pleine mutation socio-politique.

Si la révolution de 1910-1940 a été institutionnelle, économique, sociale et culturelle, elle n'a pas été démocratique. Jusqu'à 1989, le parti hégémonique a non seulement monopolisé le gouvernement fédéral, mais aussi tous les postes de gouverneurs des états fédérés pendant 70 ans ! Cette situation n'a été possible que grâce à la mise en œuvre méthodique par le PRI et l'administration publique de tous les moyens pour fausser la compétition électorale, depuis le

clientélisme massif jusqu'à la fraude pure et simple.¹³ Or lorsque les crises des années 1980 débouchent sur une révolution démocratique, celle-ci commence « par le bas », avec l'accession de l'opposition à ses premiers postes de gouverneur : en 1989 pour le PAN (Baja California Norte) et en 1997 pour le PRD (Distrito Federal). C'est le début d'un processus qui semble irrésistible de diversification de l'électorat comme des exécutifs régionaux (cf. **Chronologie de la démocratisation**). Ce processus aboutit à un « tripartisme » où aucun parti n'obtient la majorité absolue à l'échelle nationale (cf. **Graphiques 3 et 4**) mais où chacun se constitue des « bastions » régionaux (cf. **Carte**).

En moins de vingt ans, s'est mise en place une nouvelle géopolitique du Mexique, dont certains éléments semblent durables :

- le **PRD**, solidement implanté dans la capitale, est en train d'étendre son influence dans la zone métropolitaine de l'état de Mexico ; ses autres espaces d'implantation et de développement sont essentiellement les états pauvres, ruraux et indigènes de la moitié sud du pays (du Michoacán au Quintana Roo). La « clientèle » du PRD apparaît ainsi divisée : d'une part les populations qui dépendent directement et indirectement du marché d'emploi public de la capitale, d'autre part les dépendants du monde agraire. Or, les employés publics comme les paysans pauvres semblent constituer deux catégories de population qui sont « perdantes » dans le processus de privatisation et de dérégulation économique dans lequel le Mexique est entré après la crise de 1982 et qui s'est accéléré avec l'entrée en vigueur de l'ALENA¹⁴ en 1994. Grâce à sa rhétorique nationaliste et populiste, le PRD peut apparaître auprès de ces populations comme « protecteur » et « redistributeur ».
- De son côté, le **PAN** domine les états des grandes métropoles rivales de la capitale (Guadalajara, Jalisco ; Monterrey, Nuevo León ; Puebla ; Mérida, Yucatán), des villes moyennes du Centre-Ouest (Queretaro, Guanajuato, San Luis Potosi, Aguascalientes) et de la frontière nord. Paradoxalement, ce parti ancien et conservateur semble trouver sa clientèle essentiellement chez les bénéficiaires de l'ouverture économique récente, les « nouvelles » classes moyennes issues de la métropolisation et ayant des petites capacités entrepreneuriales dans l'agriculture, l'industrie ou le commerce.
- On peut pronostiquer que ce dualisme géopolitique s'entretiendra et se renforcera tant que l'organisation de l'économie maintiendra la moitié de la population dans une situation de précarité voire de survie. En conséquence, le **PRI** va continuer à perdre son électorat, comme en témoignent les élections présidentielles de 2006 dont il est le grand perdant : son candidat n'arrive en tête dans aucun état fédéré et termine en seconde position dans seulement 14 états. Son ancien électorat semble avoir renforcé la dualisation entre le Nord, où il aurait surtout profité au PAN, et le Sud, où il aurait plutôt préféré le PRD.

Le 5 septembre 2006, le tribunal fédéral électoral du Mexique a officiellement proclamé comme président élu le candidat du PAN, Felipe Calderón, avec 35,71% des voix contre 35,15% à son rival du PRD et seulement 22,23% au PRI. A l'heure où j'écris, le candidat du PRD n'a pas reconnu ce résultat et affirme qu'il a été victime d'une fraude comme celles qui ont émaillé les élections au 20^e siècle. D'autres analystes y voient une crise de la démocratie mexicaine ; j'y vois plutôt l'aboutissement logique d'une démocratisation réussie (puisqu'elle a abouti à l'installation durable du pluralisme dans le paysage social) qui rend la Constitution actuelle structurellement inadaptée, car l'inexistence d'un deuxième tour et d'un gouvernement responsable devant le parlement empêche de nouer les alliances qui donnerait aux pouvoirs législatifs et exécutifs la majorité nécessaire pour mettre en œuvre une politique. En effet, le tripartisme à la Chambre des députés comme au Sénat ne donne à personne une majorité

¹³ Cf. en annexe : Chronologie de la démocratisation au Mexique

¹⁴ Accord de libre-échange nord-américain

absolue et bloque toute possibilité de réforme institutionnelle de fond : ce fut déjà le cas sous le mandat de Vicente Fox.

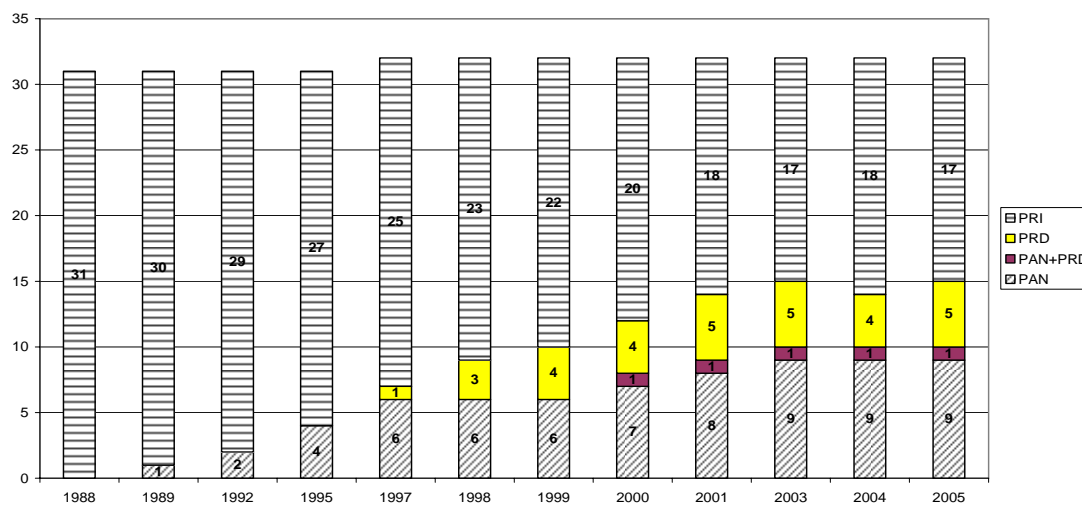
Mais le trait qui échappe le plus souvent aux observateurs, c'est que la révolution démocratique des vingt dernières années implique un affaiblissement significatif du pouvoir central au bénéfice de gouvernements locaux relégitimés. La politique ne se fait plus seulement dans et depuis la capitale, comme aux beaux jours du centralisme autoritaire du PRI, mais aussi désormais selon les temporalités et les intérêts des états voire des municipalités. Dans ce contexte le défi est immense pour le prochain président, à cause des divergences d'intérêt entre les deux Mexique : un président PAN devrait logiquement renforcer les logiques d'ouverture et de dérégulation économiques, au bénéfice des entrepreneurs de type « nordiste » et au détriment des pauvres de type « sudiste » ; alors qu'on attendrait d'un président PRD qu'il renforce les logiques de redistribution et de protection des « sudistes » au détriment des intérêts des « nordistes ». Evidemment, chacun clame que sa politique réussira à favoriser ou protéger les uns sans léser les autres, mais aucun d'entre eux n'en aura les moyens, d'une part parce que chacun est minoritaire au congrès et d'autre part parce que la décentralisation démocratique suppose la pluralité des politiques menées par les états fédérés.

Ces turbulences politiques affectent directement les relations avec les Etats-Unis, à plusieurs niveaux. D'un côté, un président PAN est censé mieux correspondre aux intérêts du puissant voisin, et donc y trouver une écoute plus favorable et davantage d'appui, tout en éveillant le soupçon nationaliste d'un risque de « vendre la patrie » au bénéfice des riches ; inversement un président PRD serait censé garantir davantage le respect de l'intégrité de la nation, mais en contrariant les Etats-Unis il créerait des difficultés à son pays. Cependant, les interdépendances constituées depuis un siècle entre les deux voisins sont tellement intenses et nombreuses qu'aucun des deux n'est libre de sa politique à l'égard de l'autre. En outre, tout comme les autorités régionales et locales tendent à établir leurs propres relations et coopérations internationales, d'innombrables migrants, touristes, commerçants, industriels, artistes ou universitaires créent une diversité d'enjeux et d'intérêts que nulle politique ne pourrait synthétiser.

Politiquement, la phrase de Porfirio Díaz ne veut donc plus rien dire : le Mexique n'est pas à plaindre d'être proche des Etats-Unis. Il paraît établi que le gouvernement fédéral des Etats-Unis a soutenu celui du Mexique depuis la 2^e Guerre Mondiale en sacrifiant la démocratie au bénéfice d'une stabilité qui a fait défaut dans le reste de l'Amérique latine en partie à cause de la politique des Etats-Unis (Vagnoux, 2003). C'est aussi pour cette raison qu'il est intervenu à maintes reprises pour éviter le pire à son voisin du sud lors de graves crises économiques (1976, 1982, 1994). Grâce à cette « proximité » géopolitique, le Mexique n'a pas connu d'effondrement économique aussi spectaculaire et catastrophique que ceux de pays plus lointains, comme l'Argentine ou le Brésil. Au cours du 20^e siècle, les Etats-Unis ont donc reporté sur les Caraïbes, l'Amérique centrale, les Andes et le Cône Sud l'interventionnisme musclé subi par le Mexique au 19^e, tandis qu'ils expérimentaient avec leur voisin les sauvetages financiers, puis le marché commun.

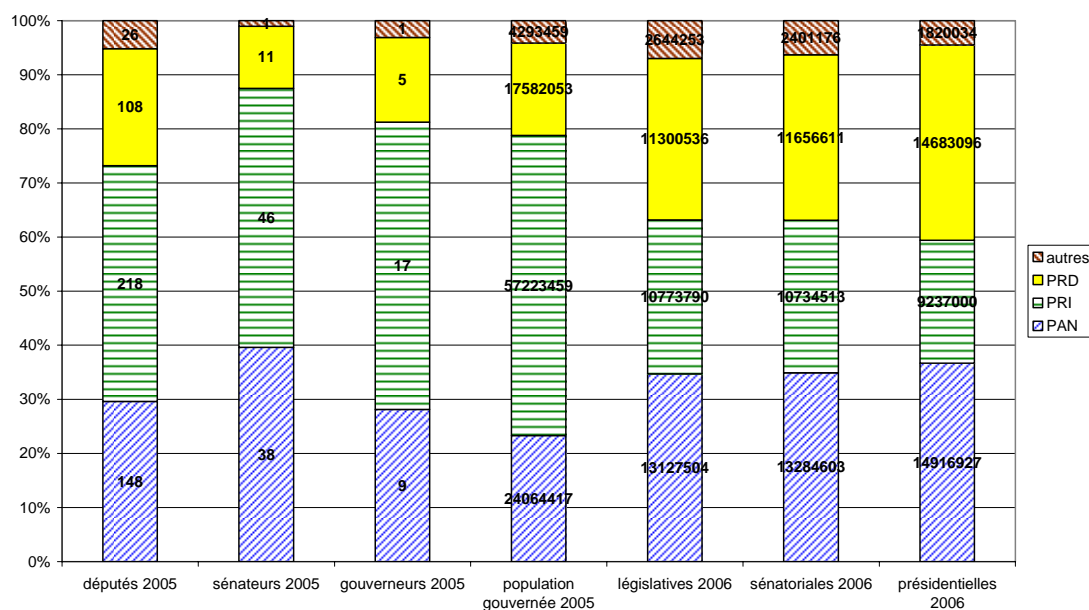
Graphique 3

Gouverneurs des états fédérés du Mexique, par année et par parti
(le District Fédéral est intégré depuis 1997)



Graphique 4

2005 et 2006: le poids des partis au Mexique



Notes :

- le District Fédéral est assimilé à un état fédéré, depuis la réforme de 1997
- il y a 32 gouverneurs
- il y a 3 sénateurs par état fédéré (total : 96) et un nombre de députés proportionnel à la population de l'état (mini : 5, maxi : 30 ; total : 500)

Sources :

- www.camaradediputados.gob.mx
- www.senado.gob.mx
- www.ife.org.mx

Chronologie de la démocratisation au Mexique : les élus des partis d'opposition au PRI

<i>Année, contexte</i>	<i>Principaux élus du PAN</i>	<i>Principaux élus du PRD</i>
1876-1880/1884-1911 : Présidence de Porfirio Díaz		
1929 : création du Parti National Révolutionnaire (PNR) par l'ex-président Calles		
1938 : transformation du PNR en Parti de la Révolution Mexicaine (PRM) par le président Cárdenas		
1939	création du PAN	
1946 : transformation du PRM en PRI par le président Avila Camacho	Michoacán, D.F., Nuevo León, Aguascalientes : 4 premiers députés fédéraux du PAN	
1947	Michoacán : premier président municipal (Quiroga), premier député local (Zamora)	
1957	Baja California Norte (gouverneur) : « victoire » non reconnue	
1986	Chihuahua (gouverneur) : « victoire » non reconnue	
1988 : premières élections de l'ARDF		Présidentielle : « victoire » non reconnue de Cuauhtémoc Cardenas
1989	Baja California Norte : gouverneur	création du PRD par C.Cardenas et ses alliés
1991	Baja California Norte : sénateur	
1992	Chihuahua : gouverneur	
1994 : entrée en vigueur de l'ALENA, soulèvement de l'EZLN au Chiapas, dernière victoire du PRI à l'élection présidentielle (Zedillo)		
1995	Guanajuato : gouverneur (V.Fox) Jalisco : gouverneur Baja California N. : 2e gouverneur	
1997	Queretaro : gouverneur Nuevo León : gouverneur	<i>Distrito Federal</i> : 1er gouverneur élu (C.Cárdenas)
1998	Aguascalientes : gouverneur	Zacatecas : gouverneur Tlaxcala : gouverneur
1999		Baja California Sur : gouverneur
2000. Chiapas : gouverneur élu par alliance PRD-PAN	Présidence (V.Fox) Morelos : Gouverneur Guanajuato : gouverneur (2°)	<i>Distrito Federal</i> : 2° gouverneur
2001	Yucatan : gouverneur Baja California N. : 3e gouverneur Jalisco : 2° gouverneur	Michoacán : gouverneur
2003	San Luis Potosi : gouverneur Aguascalientes : 2° gouverneur Queretaro : 2° gouverneur	
2004	Tlaxcala : gouverneur	Zacatecas : 2° gouverneur
2005		Baja California Sur: 2° gouverneur Guerrero: gouverneur
2006. Elections contestées entre PAN et PRD (présidentielles) ou PRI et PRD (gouverneur Chiapas)	Jalisco : 3° gouverneur Guanajuato : 3° gouverneur Morelos: 2° gouverneur	<i>Distrito Federal</i> : 3° gouverneur

Sources :

<http://www.pan.org.mx>

<http://www.pri.org.mx>

http://es.wikipedia.org/wiki/Partido_de_la_Revolución_Democrática

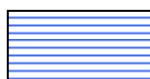
- Carte. **Mexique 2006 : le poids des partis par état fédéré**



Légende



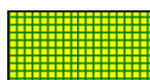
Bastions stables du PAN (gouverneur et majorité des députés et des sénateurs en 2005, sauf Yucatan où la majorité des sénateurs et Jalisco où la majorité des députés sont du PRI ; vote majoritaire à l'élection présidentielle de 2006)



Bastions du PRI qui votent PAN : états dont le gouverneur et la majorité des députés sont du PRI en 2005, la majorité des sénateurs du PAN (sauf au Sinaloa et au Tamaulipas où ils sont du PRI) ; majorité du PAN à l'élection présidentielle de 2006



Bastions stables du PRD (gouverneur et majorité des députés en 2005 ; vote majoritaire à l'élection présidentielle de 2006)



Bastions du PRI qui votent PRD : états dont le gouverneur et la majorité des députés et des sénateurs sont du PRI en 2005 (sauf Chiapas où le gouverneur est PRD+PAN, Tlaxcala où il est PAN, México et Quintana Roo où la majorité sénatoriale est PAN)



Exception : bastion du PAN qui vote PRD. Morelos : gouverneur et majorité de députés et de sénateurs du PAN en 2005, vote majoritairement PRD aux présidentielles de 2006

Sources :

www.camaradediputados.gob.mx

www.senado.gob.mx

www.ife.org.mx

Conclusion : les mutations et échanges culturels

Les E.U. ont traité le Mexique au 19^e siècle comme ils ont traité l'Amérique centrale au 20^e siècle : dans une perspective prédatrice, avec la brutalité et le cynisme permis par la loi du plus fort, et une opinion publique qui reste dans l'ignorance de ce qui est en jeu. Face à ce traitement, le Mexique porfirien opérait une alliance du sabre et du goupillon qui soutenait la constitution d'une bourgeoisie vivant dans les fastes européens, sur le dos d'une vaste population paysanne et ouvrière surexploitée. Bref, le Mexique riche faisait au Mexique pauvre ce que les Etats-Unis faisaient au Mexique.

Mais avec la Révolution (la première du 20^e siècle dans le monde), la référence à Dieu s'affaiblit, non seulement à cause de l'anticléricalisme des régimes révolutionnaires, mais aussi et surtout à cause de la sécularisation de la société. Celle-ci se présente toujours aujourd'hui comme très majoritairement catholique, et l'icône de la Vierge de Guadalupe est encore omniprésente dans le paysage. Mais le poids de l'église dans la vie des gens s'est énormément réduit, le contrôle des naissances a fait basculer la démographie du pays, la tolérance à la diversité des modes de vie s'est accrue. Aujourd'hui, l'influence catholique recule non seulement devant la laïcisation de la société mais aussi devant la diversification de l'offre religieuse : les protestantismes gagnent massivement des adeptes, l'Islam progresse marginalement sous l'influence de prédicateurs espagnols, et on observe l'apparition de mouvements new age et/ou néo-ethniques.

Pour lutter contre l'emprise morale de l'Eglise, les régimes postrévolutionnaires ont tâché de créer une mystique concurrente, banalement nationaliste mais culturellement très originale, afin de gouverner les âmes dans une perspective qui fut d'abord progressiste avant de devenir à son tour conservatrice. Le nationalisme a créé la figure d'un Mexicain, enfant du métissage annonçant l'ère d'une « race cosmique » où se fondraient toutes les différences ; il s'agissait de créer la « Troisième culture », après la culture indigène et la culture européenne, une culture moderniste et progressiste où tous les héritages fusionneraient. Ce projet culturel (qui a fasciné les surréalistes français, Antonin Artaud, André Breton), initialement universaliste, allait devenir l'instrument technocratique d'une « dictamolle » nationaliste.

Or, tout en nationalisant le pétrole, l'énergie, les transports, les banques, les terres agricoles, le Mexique adoptait le fonctionnalisme international : tandis qu'il s'éloignait des Etats-Unis en prenant le contrôle de ses ressources matérielles, il s'en inspirait davantage techniquement, architecturalement, urbanistiquement. Mais surtout, dans le même temps, la mobilité des êtres allait, comme toujours, brouiller les territoires nets et stables que les Etats dessinent pour leurs espaces et leurs populations (Monnet, 2001). La société s'est cosmopolitisée, métropolitisée et... politisée.

On a vu que 150 ans après que les Etats-Unis aient annexé un gros morceau du territoire mexicain, la population mexicaine est devenue un gros morceau des Etats-Unis ; cela se traduit dans la vie quotidienne des consommateurs par le fait que la « nourriture mexicaine » représente aux Etats-Unis un marché de 100 millions de dollars, la sauce tomate piquante (tabasco) ayant dépassé la sauce tomate sucrée (ketchup) en volume. Même le cinéma, qui contribue à faire du divertissement la principale exportation des Etats-Unis¹⁵, s'enrichit des va-et-vient entre les deux pays : au-delà du succès ancien de la carrière d'un pauvre immigrant mexicain comme Anthony Quinn, ce sont aussi des stars mexicaines qui ont internationalisé leur carrière via Hollywood, depuis l'âge d'or du cinéma mexicain dans les années 1940-1950 (Gabriel Figueroa, Emilio Fernandez, Dolores del Rio, Maria Felix...) jusqu'à nos jours (Salma Hayek, González Iñárritu, etc.). Le cinéma hollywoodien a abondamment utilisé le Mexique pour y situer les tournages des westerns qui ont contribué à la mythologie nationale états-unienne ;

¹⁵ p.9, in : http://apf.francophonie.org/IMG/pdf/2005_edu_diversite.pdf

dans le même temps, il a fréquemment peint le Mexique comme un refuge désertique ou tropical sous-développé, pour outlaws ou marginaux fuyant les Etats-Unis.

Or, à l'encontre de nombre d'idées reçues sur les deux pays et sur leurs relations, il est urgent d'étudier un phénomène sur lequel il y a très peu de recherches : **l'immigration états-unienne au Mexique**. Les évaluations sur le nombre de *gringos* résidant au Mexique (c'est-à-dire les citoyens états-uniens qui ne sont pas d'origine mexicaine) varient de près d'un demi-million à deux millions de personnes¹⁶. Ces « expatriés » constituent la plus importante « communauté états-unienne » hors de leur pays et intéressent beaucoup les partis au moment des élections¹⁷. Une bonne partie d'entre eux échappe au recensement car ils ne demeurent que saisonnièrement au Mexique et voyagent comme touristes, sans passer par les procédures d'immigration, donc « sans-papiers ».

On estime qu'un groupe important de ces expatriés (plusieurs dizaines de milliers) est installé dans la capitale, soit pour y faire des affaires, soit par goût pour son cosmopolitisme et sa vie artistique et culturelle. Un autre groupe très important est composé de retraités qui ne peuvent s'installer en Floride ou en Californie à cause des coûts immobiliers et viennent chercher au Mexique soleil et services bon marché sur la côte Pacifique (Basse Californie, Puerto Vallarta), dans le centre-ouest (des rives du lac de Chapala aux petites villes historiques des hautes terres), et sur la côte Caraïbe du Yucatan. Enfin, nombreux sont les étudiants de tous âges qui viennent suivre des cours d'espagnol, d'art, de photo, etc.

Il est probable que dans le même temps que la population d'origine mexicaine va peser de plus en plus dans la politique, l'économie et la culture aux Etats-Unis, la population venue des Etats-Unis va s'accroître au Mexique pour profiter des différentiels de coûts entre les deux pays. Déjà, il existe un marché immobilier spécialisé dans ce sens, ainsi qu'un marché de la formation. Mais on observe également les prémices d'une spécialisation dans les services de santé et d'assistance aux personnes âgées. C'est pourquoi, un siècle après la fin du porfiriato, il est impératif de compléter la vision de chacun des deux pays et de leurs relations, afin d'observer correctement les profondes mutations qui continuent de les transformer.

¹⁶ Masterson, Bill: "Yanks abroad: the number game. How Many Americans Really Live in Mexico?" (2000); "How many Americans Live in Mexico? ...national identity cards for foreigners" (2002), *People's Guide to Mexico* [<http://www.peoplesguide.com/1pages/personal/bios/writers/bill-masterson.html>]

¹⁷ "U.S. election fever spreads south", by J. KELLY, *El Universal/The Herald*, 21.VII.2004 [http://www2.eluniversal.com.mx/pls/impreso/noticia.html?id_nota=5621&tabla=Miami]

Références bibliographiques

Chalard, L. & Dumont, G.G., 2006, « Etats-Unis. La montée des Hispaniques », *Population & Avenir* n°678, p.13-16

Hancock, C. & Monnet, J., « Mexico : vers la fin de la rente de situation nationale », in : Jalabert, G. (ed.), *Portraits de grandes villes : société, pouvoirs, territoires*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail (Villes et territoires), p.73-92.

Hart, J.M., 2002, "Introduction", in: *Empire and Revolution. The Americans in Mexico since the Civil War*. Berkeley: The University of California Press.

Hart, J.M., 2004, « Mexico's intertwined economic history with the United States, and its modern implications". Speech at Houston Peace and Justice Center's conference, "Winners and Losers: the Impact of Globalization," April 24, 2004, Houston Institute for Culture

Leriche, F. & Monnet, J., 2001, « Los Angeles : l'industrialisation de l'image et de la culture », in : Jalabert, G. (ed.), *Portraits de grandes villes : société, pouvoirs, territoires*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail (Villes et territoires), p.51-72

Martínez, R., 1993, *The Other Side: Notes from the New L.A., Mexico City and Beyond*. New York: Vintage Books, 170 p.

Monnet, J., 1993, *La ville et son double. La parabole de Mexico*. Paris : Nathan (Essais & recherches), 224 p.

Monnet, J., 2001, « Mexique, Amérique latine et Amériques face à la métropolisation et à la mondialisation. Réflexions sur la permanence des cadres de l'analyse géographique. » *Historiens-Géographes* n°374, p.369-378 (Paris : APHG).

Monnet, J., 2002, "Centre et périphérie au Mexique: dialectiques et dynamiques géographiques à plusieurs échelles", in : ROUSSILLON, Henry (dir.), *Les rapports centre-périphérie dans les démocraties modernes*. Toulouse: Presses de l'Université Toulouse-1 Sciences sociales [<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00007151>]

Vagnoux, I., 2003, *Les Etats-Unis et le Mexique. Histoire d'une relation tumultueuse*. Paris : L'Harmattan.